

laient, mais des exigences, et, à plus d'une reprise, le gouvernement dut composer avec eux pour éviter une rupture qui aurait suscité dans le pays de graves désordres.

Les Frères réclamaient le retour à la loi coranique, la suppression de toute boisson alcoolique, la fermeture des banques, l'adaptation des impôts aux prescriptions du Coran, l'abolition de toutes les libertés accordées aux femmes, lesquelles auraient dû reprendre le voile et renoncer à toute activité publique, la surveillance rigoureuse des établissements étrangers d'enseignement, etc., etc.

Bien entendu, aucun gouvernement ne pouvait accepter un tel programme. Le heurt entre le gouvernement et les Frères devenait fatal. La guerre de Palestine, en 1948, eut pour effet de produire une certaine détente; mais à la suite des échecs arabes, les Frères accusèrent les divers gouvernements arabes de trahison, et leur campagne eut dans l'armée égyptienne un profond retentissement. Les étudiants de l'Université du Caire ne furent pas moins influencés par les discours et les tracts des Frères. Ils se livrèrent à de tumultueuses manifestations, dont quelques-unes furent sanglantes. Au cours de l'une d'elles, le commandant de la police du Caire fut tué et plusieurs officiers blessés. Le ministre Nokrachi se vit forcé de réagir. L'Association des Frères fut dissoute, ses biens confisqués, et quelques-uns de ses chefs arrêtés. Seul, le cheik Hassan el-Banna fut laissé en liberté. On se rendait compte que l'arrestation de ce dernier pouvait déclencher dans le pays de sérieux désordres et l'on préférait le laisser sous surveillance.

Au début de l'année 1949, le chef du gouvernement, Nokrachi Pacha, fut tué au ministère de l'Intérieur par un des Frères, et les attentats se multiplièrent dans tout le Caire; des bombes éclatèrent un peu partout. Conséquence: le 12 février 1949, le cheik Hassan el-Banna, pris dans un piège, fut assassiné par des agents du palais et du gouvernement. Une enquête fut ouverte pour découvrir le coupable; elle ne dura que quelques semaines, et l'affaire fut classée.

En 1951, voulant combattre le Wafd, le palais ressuscita l'Association des Frères. Un nouveau guide de l'Association fut nommé. Un ancien magistrat, Hassan el-Hodeibi, fut choisi à cet effet et fut reçu aussitôt par l'ancien roi Farouk, qui eut avec lui un entretien de près d'une heure. Un accord fut conclu entre Farouk et Hodeibi; on en ignore les clauses, Hodeibi s'étant alors contenté de répondre à toutes les questions qui lui furent adressées à ce sujet: « Ce fut une noble conversation avec un noble souverain. » Il avait ajouté toutefois: « L'Islam nous prescrit d'obéir à ceux qui détiennent l'autorité suprême. »

Quelles auraient été les conséquences de cette entrevue si Farouk avait conservé sa couronne? On l'ignore. La révolution du 23 juillet s'est produite avant l'évolution espérée par Hodeibi.

Les chefs de la révolution avaient, pour la plupart, de sérieuses attaches avec les Frères. Ils commencèrent donc par abolir toutes les mesures prises à leur encontre et par leur restituer ceux de leurs biens qui ne leur avaient pas encore été rendus. Les égards témoignés par le congrès de la révolution à Hodeibi et à ses collègues donnèrent même à penser que le nouveau régime allait s'inspirer des principes des Frères. En fait, le 8 septembre 1952, au moment de la constitution du premier ministère présidé par le général Naguib, les Frères furent pressentis en vue d'une participation de deux de leurs membres au nouveau cabinet. Hodeibi désigna alors, pour cette participation, deux de ses fidèles partisans, Hassan Achmaoui et Mounir Dolla. Le congrès de la révolution ne ratifia pas ce choix; il estima que ces deux candidats étaient trop jeunes et qu'ils n'avaient ni

l'expérience, ni la compétence et l'autorité nécessaires pour occuper les postes auxquels ils étaient proposés. Hodeibi refusa de désigner d'autres candidats, et le ministère se constitua sans la collaboration des Frères. Mais, dès lors, une lutte sourde s'engagea entre ces derniers et les chefs du nouveau régime.

Désireux, cependant, de ménager les dirigeants des Frères, les leaders de la révolution décidèrent de rouvrir l'enquête au sujet du meurtre du fondateur de leur association, Hassan el-Banna. Cette enquête dura plusieurs mois. Elle aboutit à l'inculpation de neuf officiers et sous-officiers de la police du Caire, qui furent déferés devant la Cour d'assises. Leur procès, commencé le 15 mars 1954, se poursuivit jusqu'au 7 juin. Tous les témoignages recueillis durant ce procès accablaient l'ancien roi et attribuaient à son ingérence l'assassinat du fondateur des Frères. La cour émit son verdict le 2 août, condamnant un général à quinze ans de travaux forcés et quatre des autres inculpés à diverses peines, toutes rigoureuses.

Ce verdict ne provoqua aucune émotion. L'opinion publique s'y attendait. Elle était d'ailleurs entièrement préoccupée par les négociations avec l'Angleterre au sujet de l'évacuation de la base du canal. Quant aux Frères, le passé ne les intéressait plus. Ils s'étaient engagés dans un dur combat avec le gouvernement et s'opposaient déjà à tout projet d'accord qui ne « chassait pas, purement et simplement, les Anglais du territoire égyptien ».

Cette lutte s'est intensifiée après la divulgation du récent accord anglo-égyptien. Pour les Frères, cet accord fait suite à celui de 1936 et, comme ce dernier, il maintient l'Égypte attachée au char britannique. Leur chef, Hodeibi, a parcouru la Jordanie, le Liban et la Syrie, dénonçant la trahison des leaders de la révolution, et tous les journaux affiliés aux Frères mènent campagne contre cette prétendue trahison.

Revenu au Caire au milieu d'août, Hodeibi se montre de plus en plus agressif. Des incidents ont eu lieu sur le canal et au Caire, provoquant des blessures et des dégâts. Des formations secrètes paramilitaires sont créées. Le gouvernement riposte par l'arrestation des membres les plus dangereux de l'association. Les Frères ne semblent pas trop intimidés par ces mesures. Ils comptent sur leurs nombreux adhérents parmi les officiers et les hommes de l'armée et de la police, ainsi que parmi les fonctionnaires de l'État. Leur agitation peut-elle constituer une menace pour le gouvernement actuel? On ne le croit pas en général, car le ministère de l'Intérieur possède la liste complète des terroristes de l'association et il en poursuit l'arrestation.

A part les wafdistes qui attendent de cette lutte l'affaiblissement des deux parties, l'ensemble de la classe éclairée de l'Égypte applaudit à la politique énergique du gouvernement contre les Frères. « Nous espérons, disent tous les représentants de cette classe, que l'armée mettra définitivement un terme à l'activité d'une association réactionnaire qui veut nous ramener au septième siècle et au régime des tentes et du désert. »

Le président Abdel Nasser, de retour de La Mecque où il a obtenu l'approbation de sa politique par le congrès islamique, semble décidé à faire preuve de la plus grande énergie. Ses discours font prévoir d'imminentes sanctions. Il est possible qu'il s'efforce d'abord de dissoudre le comité directeur de cette association et de lui donner un nouveau chef, le cheik Bakouri, ancien vice-président des Frères, mais rallié dès le début à la révolution et devenu de ce fait ministre des Wakfs. Au cas où cette mesure se révélerait insuffisante, il n'y aurait plus que la dissolution et l'adoption d'une politique de force et de répression.